



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL ET UNIVERSITAIRE DE TOURS

**DIRECTION DES ACHATS, DE LA LOGISTIQUE,
DES APPROVISIONNEMENTS, ET DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE**



37044 TOURS CEDEX 9

<http://www.chu-tours.fr>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché passé selon un appel d'offres ouvert

(Articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique)

TABLE DES MATIERES

I. PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	5
II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	6
Article 1. Représentant du pouvoir adjudicateur	6
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	7
Article 2. Objet du marché	7
Article 3. Description du marché	7
3.1. Type de marché	7
3.2. Procédure de passation	7
3.3. Forme du marché	7
3.4. Montant maximum du marché	7
3.5. Classification CPV	7
3.6. Décomposition en lots	7
Article 4. Durée du marché	8
4.1. Période initiale et reconduction	8
4.2. Délai d'exécution des prestations	8
Article 5. Pièces contractuelles	9
IV. PRIX ET REGLEMENTS	9
Article 6. Forme des prix	9
Article 7. Contenu des prix	9
Article 8. Modalités de révision des prix	9
8.1. Modalités de la révision	9
8.2. Périodicité de la révision	10
8.3. Clause butoir	10
8.4. Clause de sauvegarde	10
Article 9. Commandes sur catalogue	10
Article 10. Avances	11
Article 11. Retenue de garantie	11
Article 12. Acompte, règlement définitif et solde	11
Article 13. Présentation des demandes de paiement	11
13.1. Transmission des factures	11
13.2. Dépôt de la facture électronique	12
Article 14. Délai de paiement	12
Article 15. Titulaire étranger	13
Article 16. Nantissement et cession de créance	13

V. EXECUTION	13
Article 17. Évolution technique, technologique ou réglementaire	13
Article 18. Ruptures d'approvisionnement	14
18.1. Ruptures ponctuelles d'un produit	14
18.2. Arrêt ou rupture définitive d'un produit	14
Article 19. Modalités d'émission des bons de commandes	14
Article 20. Livraison des fournitures	15
20.1. Livraison du matériel, accessoires et pièces détachées	15
20.2. Livraison des consommables	16
Article 21. Opérations et décisions de vérification	17
21.1. Réception provisoire des équipements	17
21.2. Mise en service des équipements	17
Article 22. Vérifications quantitatives et qualitatives	17
22.1. Vérifications quantitatives pour les consommables	17
22.2. Vérifications qualitatives pour les consommables	18
22.3. Constatation de l'exécution des prestations de maintenance	18
22.4. Décisions du pouvoir adjudicateur	18
Article 23. Propriété intellectuelle	18
Article 24. Garantie	18
Article 25. Exécution des prestations de services	19
25.1. Equipements concernés par la maintenance	19
25.2. Dispositions générales pour la maintenance	19
25.3. Transmission des documents	19
25.4. Exécution des prestations visées au présent marché	19
25.5. Formation	21
Article 26. Exécution complémentaire	21
Article 27. Sous-traitance	21
Article 28. Changements affectant le titulaire	22
Article 29. Assurance	22
Article 30. Discretion et confidentialité	23
VI. CONDITIONS D'EXECUTION PROPRES AUX PRODUITS DE SANTE	23
Article 31. Délai de péremption	23
Article 32. Gestion des unités gratuites	23
Article 33. Clause de reprise	24

VII. DIFFERENDS ET LITIGES	24
Article 34. Pénalités	24
34.1. Définition du délai contractuel	24
34.2. Généralités	25
34.3. Pénalités pour mauvaise exécution	26
34.4. Pénalités sur autres litiges d'exécution	26
34.5. Cumul	26
Article 35. Résiliation du marché	26
35.1. Motifs de résiliation	26
35.2. Indemnité de résiliation	27
Article 36. Exécution aux frais et risques du titulaire	27
36.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché	27
36.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	27
Article 37. Droit applicable et tribunal compétent	27
VIII. DEROGATIONS AU CCAG	28

I. PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1^{er} janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours,
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisisle.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement).

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de TOURS**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Madame la Directrice Générale du CHRU de TOURS**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Assistante Achats : **Madame Magalie PELETTE**
Etablissement : **CHRU de Tours – Hôpital Trousseau**
Service : **Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements, et de la Transition Ecologique**
Téléphone : **02.34.37.89.86**
Courrier électronique : m.pelette@chu-tours.fr

Référent technique du dossier : **Madame Lucile MOCQUET (Ingénieur Biomédical)**
Etablissement : **CHRU de Tours – Hôpital Trousseau**
Téléphone : **02.47.47.85.24**
Courrier électronique : l.mocquet@chu-tours.fr

Référent technique du dossier : **Madame Sophie WATT (Pharmacien)**
Etablissement : **CHRU de Tours – Hôpital Bretonneau**
Téléphone : **02.47.47.38.89**
Courrier électronique : s.watt@chu-tours.fr

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la mise à disposition d'appareils de vitrectomie et de phacoémulsification, et fourniture associée des consommables, au CHRU de Tours.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHE

3.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2. Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

3.3. Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

3.4. Montant maximum du marché

Les quantités sont **sans minimum contractuel, et avec un maximum contractuel qui pourra varier à plus 100% de la quantité cible annoncée selon les besoins de l'établissement**, en application des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

3.5. Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est le code 33.19.00.00-8 (Appareils et instruments médicaux divers).

3.6. Décomposition en lots

La présente consultation comporte 2 lots :

Lot 1 : Mise à disposition gratuite de 3 appareils de vitrectomie permettant également des chirurgies de cataracte (combinées ou non), neufs de dernière génération et fourniture associée des consommables (montant estimatif pour les consommables sur la base des hypothèses annoncées dans le CCTP et quantités maximum contractuelles)

Lot 2 : Mise à disposition gratuite de 3 appareils de phacoémulsification neufs de dernière génération et fourniture associée des consommables (montant estimatif pour les consommables sur la base des hypothèses annoncées dans le CCTP et quantités maximum contractuelles)

Le détail de l'allotissement est précisé dans le CCTP.

Les quantités indiquées dans le CCTP sont les quantités cibles prévues pour la durée des marchés, périodes de reconduction incluses, et figurent dans le détail de l'allotissement.

Les quantités sont **sans minimum contractuel, et avec un maximum contractuel qui pourra varier à plus 100% de la quantité cible annoncée selon les besoins de l'établissement**, en application des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Pour chaque lot, le soumissionnaire est autorisé à proposer toutes les références relevant de la gamme du produit alloti au titre de l'offre de base sous réserve que ces références ne fassent pas l'objet d'un lot spécifique et qu'elles ne dérogent pas au chapitre I du CCTP, qui correspond aux exigences minimales requises.

De manière exceptionnelle, les fournitures objet du présent marché pourront être choisies sur le catalogue du fournisseur. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché et que le montant consacré chaque année à des achats de fournitures sur catalogue ne pourra dépasser 5% du total du montant annuel des achats réalisés pour le lot considéré.

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un marché. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de regrouper l'ensemble des lots attribués à un même soumissionnaire dans le cadre d'un contrat unique.

Le soumissionnaire peut présenter une offre pour un, plusieurs ou tous les lots.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

4.1. Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution des marchés est de 60 mois comme détaillée ci-dessous :

Le marché débute à compter du 01/01/2026 (ou de la date de notification si postérieure).

La durée initiale du marché est de 24 mois.

Le marché pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 31/12/2030.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du marché une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

4.2. Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution débute à compter de la date de l'émission du bon de commande.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-147	Page 8/28
---------------	--------------------	-----------

Délai de livraison normal	7 jours
Délai de livraison urgent	24 heures

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et ses annexes, dont le bordereau de prix unitaires,
- 2- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- 3- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes,
- 4- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- 5- l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

IV. PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix unitaires. Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur le site du CHRU de Tours.

Le BPU précise si les frais de port et d'emballage sont compris.

Le soumissionnaire indiquera dans son BPU si un minimum de commande en quantité ou en valeur est à respecter et le cas échéant, les frais afférents à ces minima de commande.

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

8.1. Modalités de la révision

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de septembre 2025. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix sont fermes du 01/01/2026 (ou de la date de notification si postérieure) au 31/12/2028.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-147	Page 9/28
---------------	--------------------	-----------

8.2. Périodicité de la révision

Les prix pourront être révisés 1 fois sur la durée du marché, au 01/01/2029.

La demande de révision est adressée à la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et la Transition Écologique (DALATE) par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard le 01/12/2028 à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS – Hôpital Trousseau
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements, et de la Transition Écologique
Madame Magalie PELETTE
2, boulevard Tonnellé
37044 TOURS Cedex 9

8.3. Clause butoir

L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 2 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 2 %, le CHRU de Tours négociera le taux d'évolution du prix avec le titulaire.

8.4. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 2,5 %.

Prix des dispositifs médicaux dont les prix sont fixés par le CEPS

Si le CEPS est amené à effectuer une baisse ou une création du tarif, l'offre du titulaire sera révisée à la baisse. Ceci concerne notamment les dispositifs inscrits à la liste LPPR (article L.162-22-7 et L.165-1 du Code de la Sécurité Sociale) pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation et/ou susceptibles d'être inscrits sur cette même liste et/ou modifiés en cours d'exécution des marchés. Ces tarifs ne pourront en aucun cas être supérieurs au prix publié au Journal Officiel en vigueur à la date d'émission de la commande.

En cas d'augmentation du tarif, l'offre du titulaire, dès lors qu'elle est inférieure au tarif en vigueur, restera le prix de référence.

Si le produit est retiré de cette liste, le prix du marché sera maintenu ou révisé à la baisse.

ARTICLE 9. COMMANDES SUR CATALOGUE

Le catalogue correspond au prix public. Les remises et offres promotionnelles appliquées au public bénéficient obligatoirement au pouvoir adjudicateur.

Le BPU précise le taux de remise accordé sur catalogue par produit.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-147	Page 10/28
---------------	--------------------	------------

ARTICLE 10. AVANCES

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

ARTICLE 12. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Le marché donne lieu à des versements à titre de règlements partiels définitifs, dans les conditions fixées ci-après.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif.

ARTICLE 13. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

13.1. Transmission des factures

Concernant les consommables :

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Concernant la maintenance :

Il n'y a pas de facturation des interventions de maintenance car elles sont incluses dans le coût des consommables dans le cadre de la mise à disposition du matériel.

Seules des factures pourront être établies pour les interventions de maintenance hors forfait et adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Pour les interventions de maintenance, elles doivent impérativement être accompagnées d'un rapport d'intervention.

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

13.2. Dépôt de la facture électronique

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- date de la facture ;
- désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- numéro du bon de commande ;
- code d'identification du service en charge du paiement ;
- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée ;
- lieu de livraison ;
- montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée ;
- taux et montant de la TVA ;
- montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée ;
- montants nets totaux HT et TTC de la facture.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 700 189 000 16
- CODE SERVICE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS (exemple : PHARM pour les consommables)
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

ARTICLE 14. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 15. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 16. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

ARTICLE 17. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'arrêt de fabrication de son matériel durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire s'engage à fournir ce nouveau produit au prix convenu au présent marché.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18. RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

18.1. Ruptures ponctuelles d'un produit

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation à l'établissement concerné dans les plus brefs délais après l'émission du bon de commande.

Il le propose à l'établissement concerné et lui adresse un échantillon et la fiche technique du produit. Le pharmacien référent donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

Cette substitution ne peut pas perdurer **au-delà de 3 mois maximum** sauf accord de l'établissement concerné et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU de Tours pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2. Arrêt ou rupture définitive d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose à l'établissement concerné un produit de remplacement sans modification de prix unitaire dans les plus brefs délais après l'émission du bon de commande correspondant.

Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que l'établissement concerné puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord de l'établissement concerné, le CHRU de Tours rédigera un avenant.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU de Tours pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 19. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES

Les bons de commande seront signés par un pharmacien ayant reçu délégation de la Directrice Générale du CHRU de Tours et émaneront de la pharmacie.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ la quantité à livrer,
- ✓ la date de livraison,
- ✓ les lieux de livraison,
- ✓ le montant du bon de commande,
- ✓ la référence du marché,
- ✓ le numéro de la commande,
- ✓ la désignation de la fourniture ou de la prestation,
- ✓ le prix net unitaire HT.

ARTICLE 20. LIVRAISON DES FOURNITURES

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande pour les consommables, et le numéro de marché pour les matériels, équipements, accessoires et pièces détachées.

Le titulaire est responsable du transport de ses produits et assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

En cas de quantité manquante à la livraison, le titulaire a l'obligation de prévenir le service qui a passé la commande, de l'indiquer sur le bon de livraison et de mentionner le délai de livraison prévu pour le reste à livrer, et ceci dans les meilleurs délais.

Le bon de livraison doit être visé par un agent du service qui réceptionne la commande.

20.1. Livraison du matériel, accessoires et pièces détachées

Livraison dans les services

Ce lieu de livraison concerne les équipements, objet du marché.

Avant toute livraison, le titulaire du marché sollicite l'accord de l'ingénieur biomédical.

Le titulaire doit tenir compte de l'accessibilité des locaux avant la livraison et en informer son transporteur (accès au site concerné et aux quais de livraison, monte-charge, dimensions des passages, largeurs des portes, accès particuliers, etc.).

Le choix du circuit de livraison se fera en fonction des contraintes dimensionnelles et de poids des colisages et l'accord du responsable d'exploitation.

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur ou le fournisseur dans le service destinataire indiqué sur le bon de commande, sauf demande contraire du représentant du CHRU de Tours.

Livraison aux magasins du Logipôle

Ce lieu de livraison concerne les pièces détachées et les éventuels accessoires.

Le titulaire respectera le conditionnement des produits indiqué dans son offre. Tout changement doit se faire en concertation avec le représentant du CHRU de Tours responsable administratif du dossier.

Les livraisons doivent être effectuées impérativement le jour indiqué et aux heures indiquées sur le bon de commande. (Pour toute demande de livraison anticipée, un accord doit être donné par le responsable d'exploitation).

Les livraisons doivent parvenir du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et le samedi sur demande exceptionnelle du CHRU de Tours.

Les produits seront livrés à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS - Site de Trousseau
Magasin du Logipôle
Avenue de la République
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS

20.2. Livraison des consommables

Horaires, lieux et conditions de livraison

Livraison à la pharmacie

Le titulaire respectera le conditionnement des produits indiqué dans son offre. Tout changement doit se faire en concertation avec le représentant du CHRU de Tours responsable administratif du dossier.

Les livraisons doivent être effectuées impérativement le jour indiqué et aux heures indiquées sur le bon de commande. (Pour toute demande de livraison anticipée, un accord doit être donné par le responsable d'exploitation).

Les livraisons doivent parvenir du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et le samedi sur demande exceptionnelle du CHRU de Tours.

Les produits seront livrés à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS - Site de Trousseau
Pharmacie Logipôle
Avenue de la République
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS

Si des palettes sont utilisées, ces palettes seront de préférence en matériaux imputrescibles, type plastique.

Si les palettes utilisées sont en bois, elles doivent être obligatoirement « Europe » :

- de dimensions 80 cm x 120 cm
- estampillées « EUR » ou « EPAL » et répondant aux normes Assurance Qualité Ferroviaire AQF 335. La livraison est réalisée par camions munis de hayon.

Le CHRU de Tours s'engage à échanger, au moment de la livraison, autant de palettes « Européennes » qu'il lui en aura été livré en bon état. Le nombre de palettes échangé sera consigné sur le document de transport du transporteur. Aucune palette « Europe » endommagée ne sera échangée.

La hauteur maximale ne devra pas excéder 140 cm. Le poids ne pourra excéder 1000 kg.

Dans le cadre où le produit porte un numéro de lot, le candidat devra livrer en palette mono-lot ; à défaut, le numéro de lot devra être lisible, en clair et sous forme de code à barres, sur chaque conditionnement. Dans le cas où le produit comporte un numéro de lot et une date limite de consommation, ils devront être renseignés sur les bons de livraison.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-147	Page 16/28
---------------	--------------------	------------

En cas de livraison dont le conditionnement n'est pas conforme et en plus des pénalités prévues au marché, le CHRU de Tours se réserve le droit soit de refuser cette livraison soit de refacturer intégralement au titulaire les coûts de manutention engendrés par la re-palettisation effectuée par les agents du CHRU.

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur, jusqu'au lieu de livraison désigné sur le bon de commande ou la télécopie.

ARTICLE 21. OPERATIONS ET DECISIONS DE VERIFICATION

21.1. Réception provisoire des équipements

Le service biomédical vérifie :

- les marquages et en particulier le marquage CE,
- l'identité du matériel et le numéro de série,
- la qualité de l'installation du matériel par le fournisseur,
- la documentation technique (plan, raccordement, ...),
- la compatibilité électromagnétique entre les différents équipements.

21.2. Mise en service des équipements

La mise en service de l'équipement est obligatoirement effectuée par le titulaire, à la date convenue au préalable avec un ingénieur biomédical.

A la suite de la mise en service, le titulaire fait signer par un ingénieur biomédical ou un technicien biomédical une attestation de mise en service établie par sa (leur) société. Ce document est ensuite transmis ou déposé à Mme PELETTE, à la DALATE.

Cette attestation n'est signée qu'aux conditions suivantes :

- la livraison correspond à la commande,
- les équipements sont fonctionnels,
- l'ensemble des accessoires est livré,
- la formation des utilisateurs est réalisée.

ARTICLE 22. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

22.1. Vérifications quantitatives pour les consommables

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison. Si la quantité fournie n'est pas conforme au bon de commande, le représentant du CHRU de Tours met le titulaire en demeure d'ajuster la livraison en plus ou en moins dans les plus brefs délais.

Si la quantité fournie est **inférieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48 heures. Si la quantité fournie est **supérieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-147	Page 17/28
---------------	--------------------	------------

22.2. Vérifications qualitatives pour les consommables

Le CHRU de Tours dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative. Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part du CHRU de Tours dans le délai de 15 jours, les articles sont considérés comme admis. Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

22.3 Constatation de l'exécution des prestations de maintenance

Le titulaire présentera à chaque date anniversaire de la mise en service, un cahier regroupant l'ensemble des rapports d'intervention (maintenance préventive ou corrective) des 12 mois écoulés et précisera si le matériel a fait l'objet de mises à niveau matérielle et/ou logicielle.

22.4 Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

ARTICLE 23. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 24. GARANTIE

Sous réserve des dispositions légales ou réglementaires particulières, les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du code civil et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1386-1 et suivants du code civil.

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS.

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de la réception ou pendant le délai défini par les autorités sanitaires après implantation pour les DMI.

Défaut de fabrication/Rappel de lot :

En cas de défaut de fabrication et/ou de rappel de lot, le CHRU de Tours est en droit d'exiger une contrepartie financière liée aux surcoûts engendrés notamment par le coût éventuel de l'explantation du DMI calculé sur la base des tarifs en vigueur des GHS concernés et celui du DMI devant être ré-implanté.

ARTICLE 25. EXECUTION DES PRESTATIONS DE SERVICES

25.1. Equipements concernés par la maintenance

Les équipements concernés par la maintenance sont les équipements mis à disposition dans le cadre du présent marché et tels que listés dans chacune des conventions de mise à disposition dûment complétée à la livraison des matériels et accessoires (notamment plateaux).

25.2. Dispositions générales pour la maintenance

Quelle que soit la nature de la maintenance, le titulaire doit :

- vérifier si les équipements sont correctement utilisés,
- aviser le responsable du service en cas de constat de mauvaise utilisation du matériel ou de mauvaise manipulation et le consigner par écrit sur le rapport d'intervention,
- s'assurer que ses techniciens intervenant dans les locaux du CHRU de Tours portent des tenues de protection adaptées à l'environnement, destinées à limiter l'influence de leur présence, et respectent les habitudes de travail dans le service,
- répondre à toute demande d'ordre technique ou pratique formulée par le personnel intéressé au fonctionnement de l'appareil et procéder, le cas échéant, à des démonstrations,
- établir un rapport d'intervention précisant toutes les actions menées et les contrôles effectués.

Le titulaire prend à sa charge l'enlèvement des pièces défectueuses.

Les composants soumis au marquage CE sont remplacés par des composants identiques ou compatibles. Toutes les pièces détachées doivent être neuves, en quantité suffisante et, dans la mesure du possible, certifiées d'origine.

25.3. Transmission des documents

Le titulaire regroupera à chaque date anniversaire de la mise en service, un cahier regroupant l'ensemble des rapports d'intervention (maintenance préventive ou corrective) des 12 mois écoulés et précisera si le matériel a fait l'objet de mises à niveau matérielle et/ou logicielle.

25.4. Exécution des prestations visées au présent marché

Le niveau de maintenance souhaité pour ce marché est le suivant : Tout risque non facturable.

Les dispositions relatives aux types de maintenance souhaités dans le cadre du **présent marché figurent ci-après.**

Maintenance préventive (non facturable)

Le forfait inclut la main-d'œuvre, les frais de déplacement et les pièces détachées changées dans le cadre des interventions de maintenance préventive. Le titulaire réalise le nombre de visites de maintenance préventive qu'il a indiqué dans son offre.

Au début de chaque année civile, le titulaire transmettra par mail le calendrier des visites conformément à l'article Odu présent CCAP selon le nombre annuel préconisé dans son offre. Ce calendrier sera établi conjointement entre le titulaire et le service utilisateur.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-147	Page 19/28
---------------	--------------------	------------

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 24 heures avant la date prévue.

Pour le marché débutant en cours d'année, le calendrier de la première année sera établi proportionnellement au nombre de mois restant sur l'année en cours.

Si l'intervention de maintenance préventive nécessite une immobilisation supérieure à 8 heures ouvrées, le titulaire doit envisager la fourniture d'un matériel de prêt afin de ne pas pénaliser le fonctionnement du service concerné.

Le matériel de prêt doit, au minimum, être doté des mêmes fonctionnalités que l'appareil qu'il remplace. S'il s'agit d'un matériel différent, le titulaire assure aux utilisateurs la formation requise pour son utilisation. Le matériel à maintenir ne peut être retiré du service qu'après cette phase de formation et l'avis favorable des utilisateurs.

S'il s'agit d'un matériel différent du matériel qu'il remplace utilisant des consommables spécifiques, le titulaire livre le matériel de prêt avec les consommables requis pour assurer un fonctionnement correct du dispositif pendant toute la durée du prêt compte tenu de l'activité communiquée par le service utilisateur.

La reprise du matériel de prêt ne se fera qu'après retour du matériel qu'il remplace. Celui-ci sera accompagné du rapport de contrôle attestant de son bon fonctionnement.

Maintenance corrective dans le cadre d'une maintenance tout risque

Maintenance corrective incluse dans le forfait

Toutes les interventions de maintenance corrective sont incluses dans le forfait, à l'exception des interventions hors forfait.

Les interventions de maintenance corrective incluses dans le forfait sont déclenchées d'un commun accord entre le service demandeur et le service après-vente du titulaire après un essai infructueux de remise en marche sur des indications téléphoniques du service après-vente du titulaire.

Maintenance corrective hors forfait

Un devis est établi par le technicien du titulaire qui justifiera par écrit, joint au devis, de l'exclusion du forfait.

Le devis doit mentionner :

- le numéro de GMAO de l'équipement,
- le type et le numéro de série du matériel objet du devis,
- la durée d'immobilisation prévue,
- le diagnostic de la panne,
- les actions prévues,
- les pièces remplacées s'il y a lieu.

Le devis sera transmis par fax ou par mail conformément à l'article 0du présent CCAP. La validation du devis se fera par fax ou mail au numéro indiqué en clair par le titulaire.

Aucune réparation ne devra être engagée par le titulaire avant l'accord de la DALATE.

Dans ces deux cas de maintenance corrective, si le technicien du titulaire ne peut pas intervenir sur site, le matériel à réparer sera envoyé dans ses ateliers et sera impérativement accompagné d'un ordre de service.

Prêt de matériel

Le titulaire doit mettre en place le prêt de matériel dans le délai indiqué dans son offre ; par défaut ce délai sera de 48 heures maximum.

Le délai court de la date et de l'heure de demande de prêt émanant de DALATE par télécopie (ou par mail) à la réception du matériel de prêt.

25.5. Formation

La formation concerne le service utilisateur, et éventuellement les services biomédicaux.

Ses modalités sont précisées à l'annexe n°2 du CCTP et devront être décrites dans l'offre du titulaire. Elle ne donne pas lieu à facturation complémentaire, et comprend la prise en charge complète de tous les frais liés à la formation des personnels utilisateurs ou techniques (transports, hébergements, repas, frais pédagogiques).

Lors de cette formation devront être fournies :

- la documentation technique complémentaire,
- les codes d'accès informatique au logiciel de maintenance, le cas échéant,
- la liste des principales pièces détachées à maintenir en stock par l'hôpital si nécessaire.

Le candidat s'engage également à former à nouveau, à sa charge, les utilisateurs et techniciens en cas d'évolution matérielle ou logicielle des appareils fournis.

ARTICLE 26. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

ARTICLE 27. SOUS-TRAITANCE

Pour la fourniture des matériels, consommables et accessoires :

Ces marchés ne peuvent faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, sauf exception prévue à l'article L2193-1 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018.

Pour la partie maintenance :

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-147	Page 21/28
---------------	--------------------	------------

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner.

ARTICLE 28. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Restructuration de société

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- son adresse bancaire...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Transfert de commercialisation ou distribution d'un produit objet du marché

Dans le cas où, en raison d'un accord exclusif, la commercialisation ou la distribution du produit objet du marché est transféré à un autre opérateur sans changement du ou des produits référencés dans le marché, celui-ci pourra être cédé au titulaire de l'accord.

Un avenant de transfert pourra être convenu avec le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert. Le transfert ne peut notamment justifier ni un changement d'équipement ou de produit ni une modification des prix du marché.

La signature de l'avenant sera conditionnée à la remise, par l'ancien titulaire, de l'accord qui lui transfère exclusivement la distribution du ou des produits objet du présent marché.

Dans les cas susvisés, le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de l'avenant établissant le changement de titulaire.

ARTICLE 29. ASSURANCE

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-147	Page 22/28
---------------	--------------------	------------

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

Une convention de mise à disposition est signée par le CHRU de Tours et le titulaire. Ce dernier s'engage à fournir l'attestation d'assurance associée à chaque équipement mis à disposition.

ARTICLE 30. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

VI. CONDITIONS D'EXECUTION PROPRES AUX PRODUITS DE SANTE

ARTICLE 31. DELAI DE PEREMPTION

Le délai de péremption des articles livrés devra être compatible avec les modalités de gestion de ces articles. La durée de validité des produits devra être :

- égale ou supérieure au 2/3 de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à 1 an,
- d'au moins 1 an pour les autres.

Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable du pharmacien référent de l'établissement concerné.

Toute livraison qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations du présent article pourra être retournée au fournisseur à ses frais.

ARTICLE 32. GESTION DES UNITES GRATUITES

Dans le cas de remises externes consenties sous forme d'unités gratuites (UG), le titulaire devra définir en lien avec le CHRU de Tours en début d'exécution des marchés :

- la périodicité de traitement des UG : à la commande, par mois, par trimestre (de préférence) ou autre périodicité,
- les références les plus consommées éligibles à l'octroi d'unités,
- la date d'envoi des UG.

A cet effet, le CHRU de Tours transmettra au titulaire les coordonnées des personnes en charge de la gestion des UG.

ARTICLE 33. CLAUSE DE REPRISE

Les clauses de reprise pour chaque titulaire figurent dans **l'annexe 5 du CCTP « Fiche notation Prestations du fournisseur »**.

Les frais afférents à une reprise de stock à la demande du CHRU de Tours, sont à la charge de celui-ci.

En cas de retour pour non-conformité lié à son étiquetage, à son adressage, à un évènement lié à la pharmacovigilance/matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du marché pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

VII. DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 34. PENALITES

34.1. Définition du délai contractuel

Délai de livraison pour les consommables

Délai de Le délai de livraison maximum pour toute commande non spécifiée urgente est de 7 jours à partir de la date d'envoi de la commande au fournisseur.

Le cas échéant, le délai de livraison urgent est précisé sur le bon de commande. Il peut être inférieur à 24 heures.

Délais de remise en ordre de marche

Le délai de remise en ordre de marche doit être aussi réduit que possible, afin de minimiser la gêne occasionnée dans le fonctionnement de l'établissement.

Les délais contractuels sont définis par le titulaire dans son offre mais ne pourront excéder 15 jours.

Réparation en atelier du titulaire

Le délai de remise en ordre de marche débute à la date de réception du matériel à réparer par le titulaire pour s'achever à la date de livraison du matériel réparé.

Réparation sur site

Le délai d'intervention débute à la date et l'heure de réception de l'appel (ou télécopie d'ordre de service) pour s'achever à la date et l'heure d'arrivée du technicien sur place.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-PH-147	Page 24/28
---------------	--------------------	------------

La durée d'intervention débute à la date et l'heure d'arrivée du technicien sur place pour s'achever à la date et l'heure de remise en service du matériel.

Le délai de remise en ordre de marche est égal à la somme du délai d'intervention et de la durée d'intervention.

34.2. Généralités

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Les pénalités sont calculées par l'application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

Où :

- ✓ P désigne le montant des pénalités
- ✓ V désigne la valeur des prestations non entièrement réalisées ou souffrant d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés
- ✓ R le nombre de jours de retard par rapport au délai contractuel

En cas de non livraison dans le délai contractuel à compter de la date d'envoi du bon de commande ou à celle reconduite avec l'accord du CHRU de Tours, il sera appliqué au(x) titulaire(s) une pénalité de 1 000 € par jour de retard.

La date de référence sera la date de livraison initialement prévue ou celle reconduite.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

34.3. Pénalités pour mauvaise exécution

Dans le cas de palettisation défectueuse récurrente (agencement non étudié des produits, risque de gerbage ...) ou dans le cas de protection insuffisante des produits (défaut d'emballage, produits écrasés ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par livraison par le pouvoir adjudicateur.

34.4. Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

34.5. Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 35. RESILIATION DU MARCHE

35.1. Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le(s) titulaire(s) dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au(x) marché(s)

- lorsque le prix marché est supérieur au prix publié au Journal Officiel pour la liste des produits et prestations mentionnés aux articles L. 162-22-7 et L.165-1 du Code de la Sécurité Sociale pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation.
- si les services utilisateurs ou le laboratoire de contrôle de la pharmacie décèlent une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue aux marchés.

35.2. Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 36. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

36.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

36.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE 37. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VIII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.1	Article 13.1.1	Début du délai d'exécution différent de la date de notification
Article 4.2	Article 13.1.2	Début du délai d'exécution du bon de commande à la date d'envoi
Article 34	Article 14	Pénalités
Article 35.1	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 35.2	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article 36	Article 45	Exécution aux frais et risques